

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

ABONNEMENTS
Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard et Basses-Alpes : 6 fr. 14 fr. 30 fr.
Autres départements et l'Algérie : 6 fr. 14 fr. 30 fr.
Étranger (Union postale) : 6 fr. 17 fr. 30 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

N° 14.102 — QUARANTIÈME ANNÉE — JEUDI 16 SEPTEMBRE 1915
LE NUMÉRO 5 CENTIMES
75, Rue de la Danse, 75 — Marseille

ANNONCES
Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. — Réclames : 2.75. — Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. — Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

L'Adieu de Louis Huysmans

Les journaux ont annoncé, il y a quelques jours, la mort en France de M. Louis Huysmans, ministre d'Etat de la Belgique. Le défunt, qui était avant la guerre une des personnalités politiques les plus considérables de son pays et le chef illustre du grand parti libéral, représentait la ville de Bruxelles à la Chambre Belge. Il était donc l'un des leaders de l'opposition. Mais tous les partis, et les gouvernements eux-mêmes, s'inclinaient devant la souveraine autorité morale d'un tel homme. Aussi lorsque, au moment où la guerre éclata, le roi Albert I^{er} résolut, d'accord avec le gouvernement, d'élargir les bases du ministère catholique alors au pouvoir, en vue d'en faire un véritable ministère de défense et d'union nationales, M. Louis Huysmans fut-il un des premiers — avec le leader socialiste Emile Vandervelde — à qui le souverain fit appel. Comme M. Vandervelde, M. Louis Huysmans entra dans le Cabinet en qualité de ministre d'Etat, prêt à donner à son roi et à son pays tout le concours de son talent et de son dévouement, en même temps que le haut prestige de son nom. Mais déjà sa santé était chancelante. Les horribles épreuves traversées par sa patrie ne tardèrent pas à aggraver son mal. Ce grand libéral était aussi un grand patriote. On peut dire que les douleurs et les angoisses dont a été frappée son âme générale l'ont tué.

C'est ce que l'on avait dit au lendemain de sa mort et la lecture de son testament civique, dont le texte nous est aujourd'hui révélé, confirme de la façon la plus éloquentة et la plus émouvante ce premier jugement, qui était le jugement du cœur.

Voici la déclaration que M. Louis Huysmans avait inscrite dans ce testament et qui est une page d'une sobre et forte éloquence, aussi belle que les plus belles pages que nous a léguées la littérature héroïque de l'Antiquité :

« Malgré le généreux accueil qui nous a été fait par la grande et noble nation française ; malgré le serment solennel des peuples alliés de nous venger et de nous rendre une Belgique indépendante et souveraine, après en avoir chassé les derniers barbares ; malgré l'espoir que je conserve de voir se réaliser ce beau rêve, ou plutôt cet engagement d'honneur qui sera tenu et exécuté quel qu'il en coûte, je sens que je ne serai plus de ce monde quand cette heure sonnera. Le chagrin me consume, me tue, et c'est dans la terre de France que sera enseveli ma dépouille mortelle. Je demande qu'on plante sur ma tombe une simple croix avec l'inscription de mon nom et de ces mots : « Mort pour la Patrie », car c'est pour elle que je meurs avant mon heure. Adieu Belgique chérie, adieu mon roi, adieu ma femme et mes enfants, adieu, adieu, mes amis, adieu mes concitoyens. »

Il est impossible de lire de si nobles paroles sans être ému jusqu'aux larmes. La suprême confiance de cette grande âme nous révèle le martyre atroce du patriote qui, se sentant guéti par la mort, comprenait qu'il lui faudrait s'en aller avant que son pays eût l'heure de la revanche et de la délivrance. Comme on comprend, après l'avoir recueillie au bord de sa tombe, ce que cet homme a souffert dans les derniers temps de sa vie ! Souffrances morales plus rudes encore que toutes les souffrances physiques et que, plus sûrement que celles-ci, devaient l'abatre. « Le chagrin me consume, me tue... », déclare-t-il. Et le chagrin finit en effet par accomplir sa sinistre besogne.

En vérité, le défunt a droit à l'inscription dont il demande qu'on recouvre sa dépouille mortelle : il est bien mort pour la Patrie.

Mais s'il est mort pour sa Patrie, M. Louis Huysmans n'a pas désespéré d'elle. Il n'a pas douté que la Belgique dut retrouver un jour sa pleine liberté avec son indépendance souveraine. Même au moment où, assailli par la plus cruelle détresse, il se sentait déjà glisser lentement dans l'ombre de la mort, il voulut élever un grand acte de foi. Et c'est ainsi qu'il proclame dans son testament la grandeur et la noblesse de la nation française. C'est ainsi qu'il évoque le serment solennel des Peuples alliés en faveur de la Belgique, « engagement d'honneur qui sera tenu et exécuté quel qu'il en coûte ». C'est ainsi qu'il y croit son espoir demeuré ferme, l'espoir que le « beau rêve » sera réalisé, c'est-à-dire que la Belgique aura sa complète revanche, grâce aux efforts de tous ceux pour qui elle s'est si bravement sacrifiée. Et la clarté radieuse de ce beau rêve a quand même illuminé l'affreux déchirement de son agonie.

Le beau rêve n'a pas trompé d'une vision menteuse d'illusion l'âme fibre du grand patriote belge. Au grand jour de la victoire finale, il sera la plus vivante en même temps que la plus resplendissante des réalités. Car ce jour-là, la Patrie pour laquelle M. Louis

Huysmans est mort et pour laquelle sont morts héroïquement ou humblement tant de ses compatriotes revivra plus belle, plus haute, plus glorieuse qu'elle ne fut jamais.

CAMILLE FERDY.

PROPOS DE GUERRE

Entendons-nous

Je tiens à rassurer ceux de mes lecteurs qui se sont émus de mes notes sur la franchise postale.

Je ferai remarquer d'abord que l'idée de supprimer radicalement la franchise en donnant aux titulaires de l'allocation des timbres spéciaux gratuits, n'est pas de moi. D'autre part, je n'ai pas la naïveté de croire qu'un petit article de journal peut peser en quoi que ce soit sur les décisions de l'administration.

Mais en supposant même que le gouvernement prenne la décision de modifier le fonctionnement de la correspondance, on peut être sûr que cette modification ne se fera pas sans précautions, sans que soient sauvegardés les droits de chacun.

Ces droits sont indéfectibles. On peut, sans être indigent, être obligé d'avoir recours à la franchise postale et il tombe sous le sens que le fait de ne pas toucher l'allocation ne signifie pas obligatoirement que l'on peut s'en passer.

Telle femme qui n'a pas droit à l'allocation, son mari n'étant pas mobilisé ou mobilisable, a cependant deux et même trois fils aux armées, et il serait injuste et cruel que cette maman fût obligée de payer pour envoyer des nouvelles à ses enfants.

Aussi bien, je le répète, la réforme, si réforme il y a, ne doit pas léser les personnes qui ont véritablement des droits, mais elle doit éviter que l'Etat qui, en l'espèce, est représenté par le porte-monnaie de chacun de nous, ne soit trop gravement dupé, et malheureusement c'est ce qui se passe en ce moment.

On n'a pas rapporté le cas véritablement stupéfiant de gens peu scrupuleux qui roulent auto et qui trinquent pour envoyer leurs lettres en franchise en se couvrant d'une qualité qu'ils n'ont pas ou grâce à la complicité d'amis bien placés.

Je maintiens donc que si une réglementation sévère rendait impossibles ces fraudes, il y aurait chaque jour quelques milliers de lettres de moins dans les boîtes de l'administration des Postes et, du même coup, quelques milliers de francs de plus dans ses caisses.

ANDRÉ NEGIS.

L'Attaque de la Côte belge par la Flotte anglaise

Le récit d'un témoin

La Panne, 15 Septembre.

Il y a deux jours, un communiqué officiel annonçait le bombardement de la côte belge par la Flotte anglaise.

Il y avait un communiqué, publié des renseignements communiqués par un témoin oculaire.

Sur mer, le long de la côte, depuis La Panne jusqu'à Nieuport, ce fut un spectacle magnifique de la force de la flotte. Environ 50 navires de guerre : croiseurs, cuirassés, destroyers, torpilleurs, bateaux-transport, au milieu du bateau amiral était attaché un ballon captif et quantité d'aéroplanes volaient au-dessus de la mer.

Pendant plus d'une heure, les navires lançaient leurs projectiles dans la direction de Nieuport.

Les batteries allemandes répondirent faiblement. Un tir s'éleva très haut dans les airs, mais il fut chassé.

Vers onze heures, toute la flotte disparut dans la direction du Nord-Ouest, puis une partie de la flotte prit son cours vers le Nord-Est.

A Westende et Lombardzyde, trois batteries allemandes furent détruites.

Plusieurs renseignements allemands ont été réduits en cendres, et plusieurs hommes tués et blessés.

A Mannekenvere, la tour de l'église du village, qui servait de poste d'observation aux Allemands, a été détruite.

A Ostende, que le tir des navires atteignit également, les obus firent explosion dans le champ de mines et dans les installations allemandes pour la construction de sous-marins et de torpilleurs, provoquant de graves dégâts.

À l'extrémité, au grand quartier général allemand, on entendit parfaitement les coups de canon tirés par la flotte. Un grand émoi y a régné pendant plus d'une heure, et tout a été préparé en vue d'un départ précipité.

Les Allemands amènent de nouvelles batteries côtières

Londres, 15 Septembre.

D'Amsterdam, on mande au Morning Post : De nouvelles batteries côtières allemandes sont arrivées à Zeebrugge, pour remplacer celles qui ont été détruites par le tir de vaisseaux anglais.

IL Y A UN AN

Mercredi 16 Septembre

Le mouvement de retraite de l'ennemi est maintenant arrêté. Ses retranchements occupent une ligne qui va de Noyon au nord de Verdun, par l'Aisne, Vic-sur-Aisne, le nord de Soissons, Craonne, Berry-au-Bac, le nord-est de Reims, Apremont, le nord de la forêt d'Argonne, Stenay et le nord de Verdun. Les troupes alliées lui font face, soutenues de fortes batteries. Les Allemands occupent Valenciennes. L'armée franco-britannique remporte en Flandre, entre Hazebrouck et Ypres, un brillant succès.

Nouvelle déclaration de neutralité de la Hollande.

Les Russes touchent la Prusse orientale ; en Galicie, ils précipitent la défaite austro-allemande et marchent sur Przemyśl, au pied des Karpathes.

Les Serbes poursuivent leur avance en Bosnie.

M. M. Couyba, député, ancien ministre du Commerce, arrive à Marseille pour y étudier, avec les autorités et la Chambre de Commerce, les moyens destinés à favoriser la reprise du travail.

410^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 15 Septembre.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

En Artois, dans les secteurs de Neuville et de Bretencourt, combats à la grenade accompagnés de quelques actions d'artillerie.

Lutte à coups de bombes dans la région de Lihons à l'ouest de Chaulnes, et au bois de Saint Mard à l'est de Tracy-le-Val.

Canonnade assez vive au nord du Camp-de-Châlons.

Lutte de mines dans la partie occidentale de l'Argonne.

Nuit sans incident sur le reste du front.



Un groupe de poilus du 67^e chasseurs alpins

Dans le groupe : MM. Bellaguet, conseiller municipal d'Hyères ; Dupont, de La Ciotat ; Daumas, d'Antibes ; Martin, de Nice ; Rigal, de Montpellier.

Visions de Guerre

De notre correspondant parisien

Les vieux. -- La raison des incendies par les Boches. -- La paroissienne de Vassincourt.

Du front... septembre 1915.

A l'approche de l'armée ennemie, que précédaient l'écho de ses actes de férocité, les populations s'enfuirent. Bientôt, sur les routes où, après Charleville, s'engouffraient nos troupes en retraite, les habitants affolés se mêlaient aux soldats. « C'est la chose la plus pénible qu'il m'ait été donné de voir au cours de cette horrible guerre ! » me dit un capitaine d'état-major. Les détails qu'il me raconte sur l'exode lamentable des civils sont navrants. J'ai retenu celui-ci : cet officier qui courrait notre retraite, devait faire sauter un pont après le passage de nos armées. Quand le dernier soldat l'eût franchi, il s'appretait à allumer le détonateur lorsqu'à l'autre extrémité du pont il aperçut une vieille femme traînant péniblement une voiture à bras. Il accourut pour l'aider. Sur la pauvre voiture il aperçut alors un octogénaire paralysé qui sa femme traînait plus loin. Ce furent les derniers humains qui passèrent sur le pont condamné.

En bien des endroits les vieux refusèrent de partir. Ils avaient tous vu les Prussiens en 1870-71, et ils n'en étaient pas morts. Et puis, ils avaient tant souffert au cours de leur longue existence qu'ils étaient résignés à tout. Mourir pour mourir, ils préféraient mourir chez eux. Abandonner la maison leur eût semblé une désertion.

C'est ainsi que quelques-uns s'obstinèrent à braver l'invasion. Hélas ! beaucoup n'y ont pas survécu. « Ce n'était rien en 70 », me dit une pauvre femme qui appuie sur un lourd bâton son corps littéralement plié en deux. Et elle me raconte l'incendie de son village dont le seul souvenir l'épouvante encore à distance. « C'est incroyable, le feu courait plus vite que les gens ! » C'est que les barbares se servaient probablement de leurs pastilles ou bâtons incendiaires ou de quelque autre moyen diabolique.

Je questionne cette vieille. Sa mémoire n'a pas très bien résisté aux émotions. Elle me déclare que quelques personnes de son âge étaient seules restées. Les Allemands ont demandé à manger et à boire. Ils ont tout pris. Quand on n'a plus rien eu à leur donner, ils ont mis le feu aux maisons.

Mais, ajoute la vieille, il ne nous ont pas insultés. « Pauvre innocente ! »

A Rembercourt, deux autres femmes, toujours d'un grand âge, s'étaient réfugiées dans une cave. La petite ville subit un bombardement terrible des deux côtés. Pendant deux jours, les armées françaises et allemandes se disputèrent sa possession. Quand nos soldats vainquirent y arrivèrent, ils découvrirent les deux malheureuses dans un tel état de prostration qu'on ne parvint pas à tirer d'elles un seul mot. La terreur leur avait fait perdre la raison et l'usage de la parole.

J'en ai trouvé une autre de ces femmes, docement volontaires, qui ne purent se résoudre à abandonner leur foyer. Celle-ci paraissait avoir emmagasiné en son cœur une terrible dose de haine. Elle avait le regard halluciné et la voix rauque. Je l'ai suivie jusque dans la vieille église de Vassincourt dont la nef s'est écroulée sur le parvis. Seuls, l'autel et la vierge qui le

LA GUERRE

Les Succès russes en Galicie sont confirmés

En douze jours, nos alliés ont fait 40.000 prisonniers

Lyon, 15 Septembre.

Au cours de sa visite à l'aérodrome de Bron, hier, M. Albert Thomas est monté en aéroplane.

Le sous-secrétaire d'Etat est venu survoler Lyon remontant le cours du Rhône jusqu'au pont de la Guillotière, où le pilote vira pour aller atterrir à Bron.

« Pourquoi faut-il que parmi ceux-là mêmes il y en ait, comme le sénateur Raymond, apôtre de tribune et glorieux soldat vers la mémoire duquel ma pensée se reporte, qui ne puissent assister au développement de l'œuvre aimée par eux jusqu'au sacrifice ? »

« C'est en me souvenant des grands exemples que lui et les autres donnent chaque jour, que je veux agir de toutes mes forces, et de toute mon âme. Organiser, rapprocher sans cesse la courbe des productions et celle des besoins, pousser les initiatives est la raison d'être de ma fonction. Je la remplirai sûr que je suis que l'aviation est l'instrument essentiel de notre victoire certaine. »

LA SITUATION

De notre correspondant particulier

Paris, 15 Septembre.

D'après certains renseignements que nos confrères accueillent sous réserves, les Allemands, désespérant de repousser de front les Russes, qui s'étaient fortifiés pour défendre Vilna, auraient tourné cette place forte par le Nord, tandis qu'ils essaient de la déborder par le Sud, en faisant avancer leurs troupes de Grodno.

Le général Ruskys, qui commande les armées russes dans cette région, saura certainement parer au danger qui, à distance, nous paraît plus grave peut-être qu'il ne l'est en réalité.

En Galicie, l'ennemi multiplie les efforts pour réparer ses échecs durant ces derniers jours. Il a rassemblé, selon sa tactique habituelle, son artillerie lourde et se dispose à un mouvement d'une extrême violence. On lui prête l'intention d'occuper la Bukovine et la Bessarabie. Je sais bien que de la coupe aux lèvres il y a les armées du général Ivanoff, et celles-ci viennent de démontrer, hier encore, que non seulement elles sont de taille à résister, mais encore de porter de rudes coups. Les Autrichiens doivent en savoir quelque chose.

Faisons confiance à nos alliés, qui donnent un exemple de plus en plus remarquable de ténacité et de vaillance.

Sur notre front, les renseignements donnés par les communiqués ne se commentent pas. — M. R.

La Convocation de la Classe 1917

Le maintien sous les drapeaux de la classe 1888

Paris, 15 Septembre.

Le Journal annonce que le ministre de la Guerre déposera demain sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant à fixer au 15 octobre prochain l'incorporation de la classe 1917.

Le projet vise également le maintien sous les drapeaux de la classe 1888, qui devait être libérée en octobre.

Le Prix de la Guerre

A la fin de l'année la France aura dépensé 28 milliards

Paris, 15 Septembre.

Le projet de loi que M. Ribot déposera demain sur le bureau de la Chambre fixe à 8.000.000.000 de francs le montant des crédits nécessaires pour les trois derniers mois de l'année courante.

Du 1^{er} août 1914, début de la guerre, jusqu'au 31 décembre 1915, soit en un an et demi, les crédits demandés par le gouvernement s'élevèrent à 28 milliards.

L'Incendie du Sant'Anna

Le feu aurait été mis par une bombe placée à bord par des Allemands

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

On considère comme hors de doute qu'une bombe incendiaire avait été placée sur le paquebot Sant'Anna par des amis des Allemands, avant son départ, bombe que les détectives n'avaient pu découvrir malgré un examen attentif.

L'incendie éclata à bord du Sant'Anna avant le départ du paquebot pour Brooklyn, et détruisit le cargo, évalué à cent mille dollars.

Une fabrique allemande de munitions détruite par un incendie

Bâle, 15 Septembre.

La fabrique de machines Valentin Waas, à Geisenheim (sur le Rhin), où l'on produisait des munitions, a été entièrement détruite par un incendie.

Les dégâts s'élevèrent à plusieurs millions de marks.

Le nouveau Sous-Secrétaire d'Etat à l'Aéronautique militaire

Une interview de M. Besnard

Paris, 15 Septembre.

Interviewé hier par un de nos confrères, M. René Besnard, le nouveau sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique militaire, a déclaré : « L'aviation française a héroïquement justifié la confiance de ceux qui ont tant lutté pour elle. »

L'Action russe

Communiqué officiel russe

Pétrograde, 15 Septembre.

L'état-major du généralissime fait le communiqué officiel suivant :

La poussée des Allemands dans les régions des lacs Stjern-Sauken, du village de Rakiszki, à l'ouest de la ligne Jacobstadt-Dwinsk, continue.

Dans la région de la gare du chemin de fer de Podbrozje, les attaques répétées de l'ennemi ont été repoussées.

A l'ouest de Podbrozje, les attaques des Allemands, dans la région de Mieszagola, ont été d'une grande intensité.

Sur le front depuis la région d'Orany environ, jusque dans la région des villages de Kossowo, l'adversaire a continué une progression prudente dans la direction de l'Est.

Des combats plus sérieux se sont engagés dans les régions des villages de Mosty et Czernica, à l'ouest de Slonim.

À l'est de la rivière Pina, la cavalerie ennemie s'est repliée dans la région du confluent des rivières Touria et Pripet.

Près de Zwinnzje, dans la région de Deramno, nous avons traversé avec succès le Coryn et avons progressé en combattant et en capturant un bataillon autrichien tout entier.

Dans les régions de Derajno et de Klevan, l'ennemi a pris l'offensive, mais cette dernière a été arrêtée. En portant un contre-coup énergique, nous avons avancé ensuite dans la région de l'ouest de Klevan, où nous avons fait, dans un combat, près du village d'Oloszwa, plus de 1.300 prisonniers.

Le 13 septembre, dans la région à l'ouest de la ville de Wiszniewitz, nos troupes ont délogé l'ennemi du village de Rydomel, et de ses alentours.

L'ennemi s'est retiré avec précipitation. Il a été ensuite délogé du village de Rostoki, en essayant de grandes pertes.

Le nombre des prisonniers que nous avons enregistré jusqu'à présent atteint 20 officiers et 2.000 soldats.

Nous feuons réprimés des tentatives de l'ennemi qui, pour arrêter notre offensive, passait à des contre-attaques dans les régions des villages de Gontow et de Dikowicz, situés au sud-ouest de Wiszniewitz.

Sur ce point, nous avons également fait prisonniers environ 140 officiers et 7.300 soldats. Nous avons pris une pièce d'artillerie lourde, six pièces d'artillerie légère, quatre caissons, vingt-six mitrailleuses et un nombreux butin de guerre.

En Galicie, poursuivant l'ennemi en retraite dans la direction à l'ouest du front de la rivière Sereth, nous avons eu quelques actions assez vives dans les régions des villages de Gladka, de Cebrow, de Jozepowka, à l'ouest de Tarnopol, ainsi que près du village de Dzwiniacz, dans la région de Zaleszki.

Dans les combats qui ont été livrés le 12 septembre dans la région de Jozepowka et de Dzwiniacz, nous avons fait prisonniers 35 officiers et plus de 2.700 soldats. Nous nous sommes emparés de quatre mitrailleuses.

Depuis le 30 août jusqu'au 12 septembre, les chiffres des prisonniers austro-allemands que nous avons faits dépassent quarante mille.

Dans la mer Noire, ceux de nos torpilleurs qui croisaient dans la région houillère, ont détruit un grand vapeur.

Les succès russes en Volhynie

Paris, 15 Septembre.

M. Marcel Hutin, dans l'Echo de Paris, écrit : « Les Russes, avec des troupes renforcées en Volhynie, ont obtenu un très gros succès, hier, en battant les Autrichiens près de Novo-Aleksiniec ou plus de 3.000 prisonniers et de nombreuses mitrailleuses sont tombées entre leurs mains. »

« La poursuite des Autrichiens continue. Une autre bataille est engagée près de Dubno. »

Les Allemands voudraient livrer une grande bataille

Londres, 15 Septembre.

Le colonel Repington écrit dans le Times de ce matin : « La résistance des armées russes semble être devenue encore plus opiniâtre depuis que le général Alexieff a été nommé chef d'état-major général. »

On doit supposer que la nouvelle avance commandée par le général d'Arménie des Russes, avec des forces considérables, a pour objet d'amener les Russes à accepter une bataille décisive.

D'aucuns estiment que cette bataille pourrait être la campagne 1915 sur le théâtre oriental, et que si elle aboutit à l'occupation par les Allemands de la ligne Riga-Dvinsk-Lina-Rovno, l'ennemi s'en tiendra sans doute là.

Cette grande attaque peut contraindre les Russes à se retirer sur la ligne de Vilna, mais elle vient trop tard pour qu'elle puisse réaliser un grand succès stratégique, car toutes les lignes de retraite vers l'Est sont couvertes et le centre russe tout entier se trouve maintenant bien au nord des menaces de France et relatifement hors de danger.

Mouvement diplomatique russe

Rome, 15 Septembre.

On donne comme probable le mouvement diplomatique suivant :

Le prince Koudachef, ministre de Russie auprès du roi des Belges, serait nommé ambassadeur à Madrid.

M. Savinski, ministre de Russie à Sofia, serait accredité auprès du roi des Belges.

M. Goukavitch, conseiller de l'ambassade de Constantinople, serait nommé à Sofia.

Les troupes austro-allemandes repassent en hâte le Dniestr

Genève, 15 Septembre.

On mande de Czernowitz à la Tribune que les troupes austro-allemandes ont été repoussées de Budznow jusqu'à Buczacz, et que leurs arrière-gardes repassent hâtivement le Dniestr dans les directions de Stanislav et de Khotyn.

A Boudno, les troupes russes ont passé à l'offensive et infligé à l'ennemi de graves pertes.

Les Austro-Allemands se repient sur Ikwia.

Vilna ne paraît pas menacée

Londres, 15 Septembre.

On mande de Pétrograd au Times :

Les tout derniers développements de l'action dans la région de Vilna indiquent l'approche de l'important engagement prévu à la fin d'août par le général Polivanov.

L'ennemi essaie de forcer la voie ferrée à Svientzian, afin d'isoler les groupes de Dvinsk et de Vilna, et de couper les communications de ce dernier avec l'arrière, mais il ne réussira probablement pas à atteindre son but tant qu'il aura la possession des lignes Vilna-Minsk, Svientzian-Dvinsk et Svientzian-Glukobok.

Une large trouée sépare le groupe allemand de Svientzian des autres forces allemandes qui opèrent sur la rive droite de la Vilna. L'ennemi devra forcer celle-ci et plusieurs rivières plus petites avant de pouvoir menacer directement Vilna.

La défaite austro-allemande sur le Sereth

Amsterdam, 15 Septembre.

Les correspondants de l'Agence Havas après du grand quartier général sur le front oriental, envoient de très intéressants rapports sur les derniers combats sur le Sereth, où les Russes ont remporté des succès marqués.

Les Russes orientales de la rivière ont été couvertes en de véritables fortresses, lesquelles, combinées avec les conditions naturelles du terrain, ont permis aux troupes russes le long de cette rivière extrêmement fortes.

Un certain nombre de têtes de pont ont été établies plus spécialement près de Tarnopol

Les Etats-Unis et la Guerre

Washington, 15 Septembre.

Le comité Bernstorff va remettre à New-York où il attendra la réponse aux dépêches envoyées à Berlin, signalant à la Wilhelmstrasse les renseignements précis obtenus par le président Wilson au sujet du coulage de l'Arabic.

On estime qu'il faudra attendre de sept à dix jours pour obtenir cette réponse.

Il paraît que l'entrevue entre le comité Bernstorff et M. Lansing, hier, a été presque entièrement consacrée à la discussion du désaveu allemand sur le coulage de l'Arabic.

Le comité Bernstorff aurait demandé l'éclaircissement en déclarant qu'il n'est pas compatible avec la dignité de l'Allemagne d'attacher la même valeur aux renseignements provenant des sources ennemies qu'à ceux de source allemande.

La position prise par les Etats-Unis est la suivante : l'Allemagne doit d'abord désavouer l'action du commandant du sous-marin, puis la conférence de La Haye déterminera simplement le montant des dommages et intérêts dus aux Américains.

L'ambassadeur d'Autriche voudrait s'expliquer à Vienne

New-York, 15 Septembre.

Le docteur Dumba déclare qu'il a demandé à Vienne de lui accorder un congé de vacances pour qu'il puisse venir s'expliquer sur la situation qui a fait l'objet de sa demande de rappel par les Etats-Unis.

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

et de Tarnopol. Ce pendant que, sur les bords de la Dniestr, le général Tarnopol, les Russes ont construit des abris contre les attaques de ces troupes.

De longues lignes de tranchées ont été creusées à l'ouest de ces villes.

Par des attaques concentrées de ces têtes de pont, les Russes ont exercé une forte pression sur l'armée du général Bothmer.

Les Russes ayant reçu de nouveaux renforts, attaquèrent les troupes allemandes et autrichiennes en partant des têtes de pont de Tarnopol et de Czortkov, situées toutes deux à un peu plus bas sur la rivière que Tarnopol.

Après une bataille opiniâtre dans la Pantalié, steppe absolument dénuée d'arbres et remplie de marécages, ne fournissant pas le moindre abri, les troupes allemandes et autrichiennes, comprenant entre autres la garde prussienne, furent rejetées sur les hauteurs dominant la rive orientale de la Strypa.

Ces troupes furent alors surprises pour les Autrichiens, qui ne s'attendaient pas à trouver en face d'eux des renforts aussi puissants.

Les Allemands en Pologne

Pétrograd, 15 Septembre.

L'administration d'occupation dit *Novosti Vremeni*, s'occupe activement du sort des ouvriers polonais. C'est eux qui ont tout d'abord attiré son attention particulière.

Les ouvriers polonais de la région de Varsovie, très bien spécialisés dans diverses branches industrielles (instruments de précision, machines, outils, etc.) ont été jugés par les Allemands comme un personnel précieux pour leurs usines de guerre, et on a aussitôt essayé de les faire travailler aux besoins de l'armée.

Ces tentatives ont échoué, les organisations ouvrières polonaises ayant refusé d'agir sur les ouvriers dans ce sens. Cette attitude provoqua de rudes répressions. Plusieurs ouvriers ont été arrêtés, d'autres artisans et autres travailleurs ont été envoyés par force à Essen, afin de travailler bon gré mal gré dans les usines Krupp.

Mais les Allemands ont tenu compte même à ces répressions. C'est ainsi qu'un membre du Comité central de la Sozial-Demokratie allemande prit le chemin de Varsovie, l'administration de son pays l'ayant demandé pour l'éclaircir.

Le Sozial-Demokrat allemand qui se présenta d'expliquer un membre de son Comité central, M. Knobelstorff. Ce camarade avait réussi une demi-année avec les Polonais à travailler dans les usines de guerre, et il fallait s'y attendre les promesses non pas être tenues, et ce sont encore les Allemands qui ont menacés les ouvriers polonais de faire évacuer leurs familles vers l'Ouest si on ne traitait comme des esclaves les manifestations des intentions d'insubordination.

En guise de protestation, plusieurs ouvriers allemands ont été arrêtés et les relations entre la population indigène et l'administration allemande sont devenues de nouveau tendues.

La situation stratégique des Allemands à l'empire

Pétrograd, 15 Septembre.

Les critiques militaires constatent aujourd'hui que la situation stratégique des Allemands sur le front oriental a empiré sensiblement.

La capture par les Russes, dans l'espace de quinze jours, de 40.000 prisonniers environ, paralysa toute idée de l'ennemi et le força à appeler ses réserves du Nord, ce qui diminue la pression allemande sur le front principal.

Une « Journée » des réfugiés à Moscou

Moscou, 15 Septembre.

Le *Rousskoe Slovo* dit qu'à la suite de l'appel adressé par les Polonais aux représentants de la nation russe une quête publique a été organisée pour venir en aide aux réfugiés. Une moitié des sommes recueillies ira aux réfugiés polonais, l'autre ayant été réservée pour les réfugiés israéliens, lithuaniens et lettons.

Les Etats-Unis et la Guerre

Washington, 15 Septembre.

Le comité Bernstorff va remettre à New-York où il attendra la réponse aux dépêches envoyées à Berlin, signalant à la Wilhelmstrasse les renseignements précis obtenus par le président Wilson au sujet du coulage de l'Arabic.

On estime qu'il faudra attendre de sept à dix jours pour obtenir cette réponse.

Il paraît que l'entrevue entre le comité Bernstorff et M. Lansing, hier, a été presque entièrement consacrée à la discussion du désaveu allemand sur le coulage de l'Arabic.

Le comité Bernstorff aurait demandé l'éclaircissement en déclarant qu'il n'est pas compatible avec la dignité de l'Allemagne d'attacher la même valeur aux renseignements provenant des sources ennemies qu'à ceux de source allemande.

La position prise par les Etats-Unis est la suivante : l'Allemagne doit d'abord désavouer l'action du commandant du sous-marin, puis la conférence de La Haye déterminera simplement le montant des dommages et intérêts dus aux Américains.

L'ambassadeur d'Autriche voudrait s'expliquer à Vienne

New-York, 15 Septembre.

Le docteur Dumba déclare qu'il a demandé à Vienne de lui accorder un congé de vacances pour qu'il puisse venir s'expliquer sur la situation qui a fait l'objet de sa demande de rappel par les Etats-Unis.

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous en sommes convaincus, serait menacée si l'emprunt échouait. Donc, nous aurons considéré qu'on nous faisait une offense si nous n'avions pas été conviés à y participer ».

Washington, 15 Septembre.

Dans les milieux officiels on déclare que le gouvernement des Etats-Unis n'approuve, ni ne désapprouve l'emprunt que les représentants alliés négocient en Amérique. Le point de vue officiel est que les banquiers avec lesquels cet emprunt est négocié n'ont pas attiré sur cet emprunt l'attention du gouvernement, et conservent leur liberté d'agir personnellement, aucun obstacle ne s'opposant à la transaction d'un emprunt. Bien que la somme dont on parle soit considérable, les banquiers fonctionnaires n'ont pas prêté prunt comme une transaction de crédit commercial, ne se distinguant pas essentiellement des autres transactions opérées l'année dernière.

Trois incidents nouveaux

Londres, 15 Septembre.

On mande de New-York au Daily Chronicle :

Au cours de ces dernières heures, trois incidents ont ébranlé le ressort américain contre tout ce qui est germanique.

Tout d'abord, on a découvert un complot ayant pour but de mettre la feu à bord du paquebot *Sant-Anna*.

En second lieu, c'est la tentative à laquelle s'est livré M. Denburg, pour provoquer la grève dans tous les ports des Etats-Unis et empêcher l'exportation des munitions grâce à l'offre d'un million de dollars.

En troisième lieu, des conspirateurs allemands, renforcés d'indiens mécontents, se

La Commission financière anglo-française

New-York, 15 Septembre.

La Commission financière anglo-française s'est installée à la Chambre de compensation, où elle a continué à conférer avec les banquiers américains.

Lord Reading et Sir Edward Holden ont rendu visite à plusieurs des délégués. On a appris qu'une partie des banquiers allemands des Etats-Unis ; jouissant d'une certaine influence, ont décidé de partager l'emprunt avec d'autres banquiers américains. Le groupe comprend, en dehors de ceux qui s'entendent à favoriser l'Allemagne, presque tous les banquiers d'origine allemande.

Un de ces derniers a déclaré : « Nos sympathies étaient pour les Allemands dans cette guerre, mais nous sommes avant tout Américains. Nous désirons la prospérité des Etats-Unis, laquelle nous

LA QUESTION DES LOYERS Pourra-t-on déménager à Saint-Michel ? Non, dans la plupart des cas

Avec l'approche de la Saint-Michel, la question des loyers et celle plus complexe des déménagements se posent à nouveau. Pourra-t-on déménager à la Saint-Michel ? Pourra-t-on vous expulser de votre logement si l'impossibilité de déménager ? Voilà ce que se demande M. Tout le Monde et de divers côtés on nous prie de faire la lumière sur ce point.

Au a été fort ému de la réponse donnée par M. le ministre du Commerce à M. le député Ernest Lamy. M. Lamy avait demandé à M. le ministre du Commerce si, en vertu du paragraphe 1, du décret du 27 octobre 1914 sur le moratorium des loyers avait été abrogé par les décrets ultérieurs, et si, en conséquence, un congé donné par un locataire était suspendu alors qu'il a été donné après le 1er novembre 1914.

Cette question M. le ministre répondit : « Le paragraphe 1er du décret du 27 octobre 1914 dispose que les congés demandés par les locataires à dater du 1er novembre 1914 demeureront soumis aux règles d'usage. Cette disposition n'a pas été abrogée par les décrets postérieurs. »

Marseille et la Guerre Morts au champ d'honneur

Au nombre de nos concitoyens glorieusement tombés pour la défense de la patrie nous devons citer aujourd'hui les noms :
De M. Joseph Rossi, lieutenant au 112^e d'infanterie, tué à l'ennemi le 3 août 1915, à l'âge de 32 ans.
De M. Edouard Le Duc, sergent au 154^e d'infanterie, cité deux fois à l'ordre du jour, tué à l'ennemi le 30 juin, à l'âge de 32 ans.
De M. Louis Gilly, caporal au 4^e colonial, tué à l'ennemi, le 12 août, à l'âge de 35 ans.
De M. Aimé-Désiré Richard, sous-lieutenant, tué à l'ennemi, le 12 juillet.
De M. Charles Lantier, d'Arles, soldat au 6^e bataillon d'infanterie à pied, tué à l'ennemi le 15 juin 1915.
De M. François Poncet, de Mas-Thibert, tué à l'ennemi le 23 août 1915, à l'âge de 42 ans.
De M. Fernand Lambertin, de Molières, soldat au 23^e bataillon de chasseurs alpins, tué à l'ennemi le 22 août dernier.
De M. Edouard Pontois, de Saint-Chamas, soldat au 141^e d'infanterie, tué à l'ennemi, le 23 septembre 1914, à l'âge de 33 ans.
De M. Henri Beck, du 161^e d'infanterie, grièvement blessé à l'ennemi et décédé à l'Hôpital auxiliaire n° 3, à Marseille. Ses obsèques auront lieu ce matin à 8 h. 15, boulevard Gustave-Desplaces.

Pour commémorer les crimes allemands

La Ligue Anti-Allemande vient de décider de faire placer des plaques commémoratives dans toutes les villes de tous les villages dévastés par l'ennemi. Ces plaques perpétueront le souvenir des atrocités allemandes et commémoreront les noms des innocentes victimes des barbares.

L'obtention des passeports

De nombreux voyageurs se proposant de sortir de France arrivent dans les ports d'embarquement ou aux gares-frontières sans être munis d'un passeport. Ils s'adressent alors, pour obtenir cette pièce, au préfet du département où se trouve le port ou la gare ; or, le fonctionnaire n'a pas qualité pour leur remettre ce document.

GORRESPONDANCE

Une Lettre de la Société Maggi

A la suite des polémiques que l'on connaît, la Société Maggi adresse aux journaux la lettre suivante, qui a paru dans le Temps, et que nous reproduisons à titre purement documentaire :
Paris, 10 Août 1915.
Monsieur le directeur du journal Le Temps.
Monsieur le Directeur,
Vous avez reproduit dans vos numéros portant la date des 8 et 10 août une partie du discours prononcé par M. Gaudin de Villaine à la tribune du Sénat, le 23 juillet dernier. Cette partie contient une longue attaque tendancieuse et fautive, et non seulement inexacte contre les Sociétés Maggi.

L'« Euphrate » des Messageries Maritimes s'échoue dans l'Océan Indien SA SITUATION PARAIT CRITIQUE

Nous avons reçu hier soir la dépêche suivante d'Alexandrie :
« Un télégramme d'Aden que le paquebot Euphrate, des Messageries Maritimes, s'est échoué à Aden. On croit que le renfortement sera difficile. »

La pénurie de la monnaie de billon

La Chambre de Commerce a le plaisir d'annoncer à ses commettants et au public qu'à la suite d'une démarche de son président auprès de M. le ministre des Finances, dans laquelle il lui a exposé les graves inconvénients de la pénurie de monnaie de billon sur notre pays, M. Ribot a bien voulu, sur les instances de son collègue, autoriser une combinaison permettant à la Chambre de Commerce de faire face aux dépenses nécessaires pour faire venir à Marseille cette monnaie d'appoint.

Le Service postal aux Dardanelles

La Commission des P. T. T. de la Chambre s'occupe de ses déficiences.
Paris, 15 Septembre.
La Commission des P. T. T. a adopté les combinaisons du rapport de M. Nectoux sur le programme d'extension des réseaux téléphoniques.

La Réouverture du Théâtre du Gymnase

Le troupe du Théâtre Antoine, au grand complet, viendra jouer *Papillon dit Lyonnais* le 16, la célèbre pièce de M. Louis Verne, qui a été donnée plus de 400 fois à Paris.

Bulletin Financier

Paris, 15 septembre. — D'après les bruits qui ont circulé aujourd'hui, la réouverture du marché des obligations de la Ville de Paris, qui se pourrait faire la date de la liquidation de juillet 1914 en suspens, date primitive, est en ce moment en discussion.

Le général Lyautey décoré de la Médaille militaire

Paris, 15 Septembre.
Est inscrit au tableau spécial de la Médaille militaire à compter du 14 septembre 1915, M. Lyautey, général de division, commissaire résident général de la République française au Maroc.

Les Dernières Dépêches de la Guerre

COMMUNIQUE OFFICIEL

Paris, 15 Septembre.

Le gouvernement fait, à 23 heures, le communiqué officiel suivant :

Au nord et au sud d'Arras, ainsi que dans la région de Roye, des combats d'artillerie se sont poursuivis avec intensité.

Sur le plateau de Quennevières, lutte à coups de bombes et de grenades.

Sur le canal de l'Aisne à la Marne, l'activité des deux artilleries s'est concentrée sur le front Berry-au-Bac-La Neuville où l'ennemi s'efforce depuis quelques jours de nous déloger de notre tête de pont de Salpigneuil.

En Champagne, la lutte d'artillerie s'est ralentie à la fin de la journée.

Sur les Hauts-de-Meuse, nos observateurs ont constaté la destruction d'une batterie ennemie.

En forêt d'Apremont, au bois Le Prêtre et Tamy, dans la région de Saint-Dié, on signale aussi des actions d'artillerie où l'avantage nous est resté.

Paris, 15 Septembre.
M. Ribot, ministre des Finances, a été entendu cet après-midi par la Commission du budget à laquelle il a fait part des dispositions prises en vue de la liquidation du marché de terme, laquelle est fixée au 30 septembre.

L'Italie en Guerre

Le commandant suprême de l'armée italienne fait le communiqué officiel suivant :
L'ennemi, qui tous ces jours-ci reçoit des renforts importants, a essayé sur plusieurs points, le long de notre front, d'exercer une forte pression contre nos lignes au moyen d'attaques d'infanterie précédées et accompagnées de violentes actions d'artillerie. Cependant, ses efforts ont été vains.

Ces offensives ennemies ont été signalées dans la vallée de Popena (Ansiel), et le long de la crête des Alpes Carniques et du Haut-Delegano à la tête du Chiasso (Bul).

Des avions ennemis sont apparus au-dessus de l'Ormezzo et des bassins de Plezzo et de Caporetto. Une autre escadrille a tenté un raid sur Udine, mais, assailli par nos avions de chasse, elle a été repoussée et poursuivie. Sur le Carso, des campements ennemis sur la Nabresina et le Komen ont été efficacement bombardés par nos avions.

La Chambre des Lords

DISCOURS DE LORD KITCHENER
Un aperçu détaillé de la situation militaire
Londres, 15 Septembre.
Lord Kitchener a prononcé ce soir, à la Chambre des Lords, un discours dans lequel il a donné un aperçu détaillé de la situation militaire tout entière, depuis la France jusqu'en Mésopotamie. Il n'y a pas beaucoup de faits nouveaux dans son discours, mais l'aperçu qu'il donne de la situation en Russie, sous l'opinion optimiste concernant le théâtre oriental de la guerre, sont intéressants. Il dit que le nombre des canons de gros calibre a été beaucoup augmenté dans les lignes anglaises.

La Chambre des Communes

UN DISCOURS DE M. ASQUITH
Nouvelle demande de crédits. — Les efforts de l'Angleterre. — La situation militaire
Londres, 15 Septembre.
A la Chambre des Communes, M. Asquith propose le vote d'un nouveau crédit de 50 millions de livres sterling, ce qui porte le total ainsi voté à 1,283 millions.

La Récompense des braves

LEGION D'HONNEUR
Paris, 15 Septembre.
Sont inscrits au tableau spécial de la Légion d'honneur :
Pour commandeur : MM. Galopin, général de division, commandant la place de Paris et la 83^e division territoriale, et le capitaine de réserve de cavalerie, commandant une brigade au Maroc.
Pour officier : M. Nascia, capitaine au 1^{er} régiment de dragons, et le capitaine au 1^{er} régiment de marche de troupes légères, capitaine au 1^{er} régiment de marche de troupes légères, capitaine au 1^{er} régiment d'infanterie à Leroy, capitaine au 2^e régiment de marche de troupes légères, affecté à l'escadron M.-E. 41 ; Gurgin, sous-lieutenant de réserve, pilote à l'escadron M.-E. 40.
Pour chevalier : MM. Reynaud, capitaine au 52^e régiment d'infanterie ; Larcon, lieutenant au 52^e régiment d'infanterie ; Guédel, capitaine au 52^e régiment d'infanterie ; David, sous-lieutenant au 52^e d'infanterie ; Phéoz, capitaine au 52^e d'infanterie ; Chabot, capitaine au 52^e d'infanterie ; Ribot, sous-lieutenant à titre temporaire au 14^e bataillon de chasseurs ; Négrez, sous-lieutenant à titre temporaire au 54^e bataillon de chasseurs ; Pelegrin, chef de bataillon au 35^e d'infanterie ; Doléger, lieutenant de réserve à titre temporaire au 35^e d'infanterie ; Lantier, capitaine au 35^e d'infanterie ; Rochon, chef de bataillon au 35^e d'infanterie ; Berge, capitaine au 35^e d'infanterie ; de Serre-Tellon, lieutenant au 1^{er} régiment d'artillerie de montagne ; Albert, sous-lieutenant au 35^e d'infanterie ; Lantier, capitaine à titre temporaire au 14^e bataillon de chasseurs alpins ; Capnas, médecin-major de 3^e classe, ambulance alpine 175 ; Monin, capitaine au 35^e d'infanterie ; n° 30^e bataillon de chasseurs ; Jacquemin, sous-lieutenant au 35^e bataillon de chasseurs ; Guédel, sous-lieutenant au 54^e bataillon alpin de chasseurs.

MEDAILLE MILITAIRE

Paris, 15 Septembre.
Sont inscrits au tableau pour la Médaille militaire :
Groussot, soldat au 80^e d'infanterie ; Flus, soldat au 143^e d'infanterie ; Pradel, soldat au 143^e d'infanterie ; Bore, soldat au 80^e d'infanterie.

La Chambre des Lords

DISCOURS DE LORD KITCHENER
Un aperçu détaillé de la situation militaire
Londres, 15 Septembre.
Lord Kitchener a prononcé ce soir, à la Chambre des Lords, un discours dans lequel il a donné un aperçu détaillé de la situation militaire tout entière, depuis la France jusqu'en Mésopotamie. Il n'y a pas beaucoup de faits nouveaux dans son discours, mais l'aperçu qu'il donne de la situation en Russie, sous l'opinion optimiste concernant le théâtre oriental de la guerre, sont intéressants. Il dit que le nombre des canons de gros calibre a été beaucoup augmenté dans les lignes anglaises.

La Chambre des Communes

UN DISCOURS DE M. ASQUITH
Nouvelle demande de crédits. — Les efforts de l'Angleterre. — La situation militaire
Londres, 15 Septembre.
A la Chambre des Communes, M. Asquith propose le vote d'un nouveau crédit de 50 millions de livres sterling, ce qui porte le total ainsi voté à 1,283 millions.

La Récompense des braves

LEGION D'HONNEUR
Paris, 15 Septembre.
Sont inscrits au tableau spécial de la Légion d'honneur :
Pour commandeur : MM. Galopin, général de division, commandant la place de Paris et la 83^e division territoriale, et le capitaine de réserve de cavalerie, commandant une brigade au Maroc.
Pour officier : M. Nascia, capitaine au 1^{er} régiment de dragons, et le capitaine au 1^{er} régiment de marche de troupes légères, capitaine au 1^{er} régiment de marche de troupes légères, capitaine au 1^{er} régiment d'infanterie à Leroy, capitaine au 2^e régiment de marche de troupes légères, affecté à l'escadron M.-E. 41 ; Gurgin, sous-lieutenant de réserve, pilote à l'escadron M.-E. 40.
Pour chevalier : MM. Reynaud, capitaine au 52^e régiment d'infanterie ; Larcon, lieutenant au 52^e régiment d'infanterie ; Guédel, capitaine au 52^e régiment d'infanterie ; David, sous-lieutenant au 52^e d'infanterie ; Phéoz, capitaine au 52^e d'infanterie ; Chabot, capitaine au 52^e d'infanterie ; Ribot, sous-lieutenant à titre temporaire au 14^e bataillon de chasseurs ; Négrez, sous-lieutenant à titre temporaire au 54^e bataillon de chasseurs ; Pelegrin, chef de bataillon au 35^e d'infanterie ; Doléger, lieutenant de réserve à titre temporaire au 35^e d'infanterie ; Lantier, capitaine au 35^e d'infanterie ; Rochon, chef de bataillon au 35^e d'infanterie ; Berge, capitaine au 35^e d'infanterie ; de Serre-Tellon, lieutenant au 1^{er} régiment d'artillerie de montagne ; Albert, sous-lieutenant au 35^e d'infanterie ; Lantier, capitaine à titre temporaire au 14^e bataillon de chasseurs alpins ; Capnas, médecin-major de 3^e classe, ambulance alpine 175 ; Monin, capitaine au 35^e d'infanterie ; n° 30^e bataillon de chasseurs ; Jacquemin, sous-lieutenant au 35^e bataillon de chasseurs ; Guédel, sous-lieutenant au 54^e bataillon alpin de chasseurs.

MEDAILLE MILITAIRE

Paris, 15 Septembre.
Sont inscrits au tableau pour la Médaille militaire :
Groussot, soldat au 80^e d'infanterie ; Flus, soldat au 143^e d'infanterie ; Pradel, soldat au 143^e d'infanterie ; Bore, soldat au 80^e d'infanterie.

AVIS DE DECES

M. Albano Baptistin et sa famille informent leurs amis et connaissances que la messe de sortie de deuil de M^{lle} ALBANO Letitia aura lieu le samedi, 18 du courant, à 11 heures précises, en l'église des Prêcheurs (S^{ts} d'Antoine et d'Alexandre).
Erratum. — C'est par erreur que dans l'avis de décès il a été omis la famille Siffredi.

AVIS DE DECES ET DE MESSE

M^{lle} veuve Edouard Pontois, née Guenier M. Albin Pontois, entrepreneur de travaux publics, conseiller municipal, et M^{lle} veuve Albin Pontois, née Rivet ; M. Ludovic Guenier, directeur d'école publique, et M^{lle} veuve Ludovic Guenier, née Bénéger ; M. Jean-Honoré Guenier, sous-officier de travaux publics, et les familles André, Rivet, Pontois, Bénéger, Négrez, Guenier, Rolland, Henriot, ont le douleur de faire part du décès de M. Edouard PONTOIS, entrepreneur de travaux publics, soldat au 141^e d'infanterie, leur époux, fils, gendre, frère, petit-fils, oncle, neveu, cousin et allié, mort au champ d'honneur le 23 septembre 1914, dans son pays natal, à l'âge de 32 ans, d'une date ultérieure. Il n'y a pas de lettres de faire part.

AVIS DE DECES

M. Raoul Valensi, vice-président du Tribunal Civil de Marseille, et M^{lle} Raoul Valensi, née Montus, et M^{lle} Raoul Chabert et leurs enfants ; M. et M^{lle} Gustave Chabert et leurs enfants ; M. et M^{lle} François et leurs enfants ; M^{lle} veuve Auguste Cadère et ses enfants, ont le douleur de faire part du décès de M. Raoul Valensi, ancien adjoint au maire de Marseille, chevalier de la Légion d'honneur ; M. et M^{lle} David Valensi et leurs enfants ; M. et M^{lle} Victor Finzi-Valensi et leurs enfants ; M^{lle} veuve Clémence Errera-Valensi ; M. et M^{lle} Edouard Valensi et leurs enfants ; M. et M^{lle} Henri Valensi et leurs enfants ; M. et M^{lle} Montus et ses enfants M^{lle} Emilie Cahen, née Montus, et M. Emilie Cahen, maître de Conférences à la Faculté des Lettres d'Alger, sergent au 1^{er} régiment d'infanterie, et ses enfants ; M. et M^{lle} Moïse Valensi et leurs enfants ; M. Adrien Milhaud et ses enfants ; M^{lle} veuve Jules Milhaud et ses enfants ; M. et M^{lle} Emile et leurs enfants ; M. Gaston Milhaud et leurs enfants ; M. Marcel Milhaud, lieutenant-colonel d'artillerie, chevalier de la Légion d'honneur, et ses enfants ; M. et M^{lle} Albert Milhaud et leur fille ; M. Albert Montus, avocat à la Cour d'Appel de Paris, commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre, chevalier de la Légion d'honneur, et ses enfants ; M. et M^{lle} Edmond Théry, directeur de l'Économiste Européen, lieutenant-colonel d'artillerie territoriale, et ses enfants ; M. et M^{lle} Albert Vidal-Naquet, avocat au Tribunal Civil, chevalier de la Légion d'honneur, ont le douleur de faire part de la perte cruelle qui vient d'éprouver en la personne de Monsieur Jean VALENSI.

AVIS DE DECES

Leur bien-aimé fils, frère, petit-fils, neveu, petit-neveu, cousin, et ami, glorieusement tombé au champ d'honneur le 6 septembre 1915, à la tête de sa compagnie, à l'âge de 21 ans, et provisoirement inhumé au cimetière militaire du front des armées.
M^{lle} veuve Spinelli, née Rossi, et ses enfants, ont le douleur de faire part à leurs parents, amis et connaissances de la perte cruelle qui vient d'éprouver en la personne de M. MARIE SPINELLI, leur époux et père, âgé de 45 ans, décédé le 15 septembre, et les prient d'assister à son convoi funèbre qui aura lieu aujourd'hui, le 20 septembre, à 2 heures 30 du soir, vers de Gibbes, 29. On ne reçoit ni fleurs ni couronnes.

M. Gustave Seren, instituteur, a le douleur de faire part du décès de M. Edmond-Henri GENTIL, son ami, que Dieu a rappelé à Lui, le 15 septembre 1915, dans la 6^e année de son âge. Les obsèques auront lieu aujourd'hui, jeudi, à 3 heures du soir, 79, rue de Rome.

AVIS DE DECES

M. Albano Baptistin et sa famille informent leurs amis et connaissances que la messe de sortie de deuil de M^{lle} ALBANO Letitia aura lieu le samedi, 18 du courant, à 11 heures précises, en l'église des Prêcheurs (S^{ts} d'Antoine et d'Alexandre).
Erratum. — C'est par erreur que dans l'avis de décès il a été omis la famille Siffredi.

AVIS DE DECES ET DE MESSE

M^{lle} veuve Edouard Pontois, née Guenier M. Albin Pontois, entrepreneur de travaux publics, conseiller municipal, et M^{lle} veuve Albin Pontois, née Rivet ; M. Ludovic Guenier, directeur d'école publique, et M^{lle} veuve Ludovic Guenier, née Bénéger ; M. Jean-Honoré Guenier, sous-officier de travaux publics, et les familles André, Rivet, Pontois, Bénéger, Négrez, Guenier, Rolland, Henriot, ont le douleur de faire part du décès de M. Edouard PONTOIS, entrepreneur de travaux publics, soldat au 141^e d'infanterie, leur époux, fils, gendre, frère, petit-fils, oncle, neveu, cousin et allié, mort au champ d'honneur le 23 septembre 1914, dans son pays natal, à l'âge de 32 ans, d'une date ultérieure. Il n'y a pas de lettres de faire part.

AVIS DE DECES

M. Raoul Valensi, vice-président du Tribunal Civil de Marseille, et M^{lle} Raoul Valensi, née Montus, et M^{lle} Raoul Chabert et leurs enfants ; M. et M^{lle} Gustave Chabert et leurs enfants ; M. et M^{lle} François et leurs enfants ; M^{lle} veuve Auguste Cadère et ses enfants, ont le douleur de faire part du décès de M. Raoul Valensi, ancien adjoint au maire de Marseille, chevalier de la Légion d'honneur ; M. et M^{lle} David Valensi et leurs enfants ; M. et M^{lle} Victor Finzi-Valensi et leurs enfants ; M^{lle} veuve Clémence Errera-Valensi ; M. et M^{lle} Edouard Valensi et leurs enfants ; M. et M^{lle} Henri Valensi et leurs enfants ; M. et M^{lle} Montus et ses enfants M^{lle} Emilie Cahen, née Montus, et M. Emilie Cahen, maître de Conférences à la Faculté des Lettres d'Alger, sergent au 1^{er} régiment d'infanterie, et ses enfants ; M. et M^{lle} Moïse Valensi et leurs enfants ; M. Adrien Milhaud et ses enfants ; M^{lle} veuve Jules Milhaud et ses enfants ; M. et M^{lle} Emile et leurs enfants ; M. Gaston Milhaud et leurs enfants ; M. Marcel Milhaud, lieutenant-colonel d'artillerie, chevalier de la Légion d'honneur, et ses enfants ; M. et M^{lle} Albert Milhaud et leur fille ; M. Albert Montus, avocat à la Cour d'Appel de Paris, commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre, chevalier de la Légion d'honneur, et ses enfants ; M. et M^{lle} Edmond Théry, directeur de l'Économiste Européen, lieutenant-colonel d'artillerie territoriale, et ses enfants ; M. et M^{lle} Albert Vidal-Naquet, avocat au Tribunal Civil, chevalier de la Légion d'honneur, ont le douleur de faire part de la perte cruelle qui vient d'éprouver en la personne de Monsieur Jean VALENSI.

AVIS DE DECES

Leur bien-aimé fils, frère, petit-fils, neveu, petit-neveu, cousin, et ami, glorieusement tombé au champ d'honneur le 6 septembre 1915, à la tête de sa compagnie, à l'âge de 21 ans, et provisoirement inhumé au cimetière militaire du front des armées.
M^{lle} veuve Spinelli, née Rossi, et ses enfants, ont le douleur de faire part à leurs parents, amis et connaissances de la perte cruelle qui vient d'éprouver en la personne de M. MARIE SPINELLI, leur époux et père, âgé de 45 ans, décédé le 15 septembre, et les prient d'assister à son convoi funèbre qui aura lieu aujourd'hui, le 20 septembre, à 2 heures 30 du soir, vers de Gibbes, 29. On ne reçoit ni fleurs ni couronnes.

AVIS DE DECES

M. Gustave Seren, instituteur, a le douleur de faire part du décès de M. Edmond-Henri GENTIL, son ami, que Dieu a rappelé à Lui, le 15 septembre 1915, dans la 6^e année de son âge. Les obsèques auront lieu aujourd'hui, jeudi, à 3 heures du soir, 79, rue de Rome.

AVIS DE DECES

M. Albano Baptistin et sa famille informent leurs amis et connaissances que la messe de sortie de deuil de M^{lle} ALBANO Letitia aura lieu le samedi, 18 du courant, à 11 heures précises, en l'église des Prêcheurs (S^{ts} d'Antoine et d'Alexandre).
Erratum. — C'est par erreur que dans l'avis de décès il a été omis la famille Siffredi.

AVIS DE DECES ET DE MESSE

M^{lle} veuve Edouard Pontois, née Guenier M. Albin Pontois, entrepreneur de travaux publics, conseiller municipal, et M^{lle} veuve Albin Pontois, née Rivet ; M. Ludovic Guenier, directeur d'école publique, et M^{lle} veuve Ludovic Guenier, née Bénéger ; M. Jean-Honoré Guenier, sous-officier de travaux publics, et les familles André, Rivet, Pontois, Bénéger, Négrez, Guenier, Rolland, Henriot, ont le douleur de faire part du décès de M. Edouard PONTOIS, entrepreneur de travaux publics, soldat au 141^e d'infanterie, leur époux, fils, gendre, frère, petit-fils, oncle, neveu, cousin et allié, mort au champ d'honneur le 23 septembre 1914, dans son pays natal, à l'âge de 32 ans, d'une date ultérieure. Il n'y a pas de lettres de faire part.

AVIS DE DECES

M. Raoul Valensi, vice-président du Tribunal Civil de Marseille, et M^{lle} Raoul Valensi, née Montus, et M^{lle} Raoul Chabert et leurs enfants ; M. et M^{lle} Gustave Chabert et leurs enfants ; M. et M^{lle} François et leurs enfants ; M^{lle} veuve Auguste Cadère et ses enfants, ont le douleur de faire part du décès de M. Raoul Valensi, ancien adjoint au maire de Marseille, chevalier de la Légion d'honneur ; M. et M^{lle} David Valensi et leurs enfants ; M. et M^{lle} Victor Finzi-Valensi et leurs enfants ; M^{lle} veuve Clémence Errera-Valensi ; M. et M^{lle} Edouard Valensi et leurs enfants ; M. et M^{lle} Henri Valensi et leurs enfants ; M. et M^{lle} Montus et ses enfants M^{lle} Emilie Cahen, née Montus, et M. Emilie Cahen, maître de Conférences à la Faculté des Lettres d'Alger, sergent au 1^{er} régiment d'infanterie, et ses enfants ; M. et M^{lle} Moïse Valensi et leurs enfants ; M. Adrien Milhaud et ses enfants ; M^{lle} veuve Jules Milhaud et ses enfants ; M. et M^{lle} Emile et leurs enfants ; M. Gaston Milhaud et leurs enfants ; M. Marcel Milhaud, lieutenant-colonel d'artillerie, chevalier de la Légion d'honneur, et ses enfants ; M. et M^{lle} Albert Milhaud et leur fille ; M. Albert Montus, avocat à la Cour d'Appel de Paris, commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre, chevalier de la Légion d'honneur, et ses enfants ; M. et M^{lle} Edmond Théry, directeur de l'Économiste Européen, lieutenant-colonel d'artillerie territoriale, et ses enfants ; M. et M^{lle} Albert Vidal-Naquet, avocat au Tribunal Civil, chevalier de la Légion d'honneur, ont le douleur de faire part de la perte cruelle qui vient d'éprouver en la personne de Monsieur Jean VALENSI.

M. Gustave Seren, instituteur, a le douleur de faire part du décès de M. Edmond-Henri GENTIL, son ami, que Dieu a rappelé à Lui, le 15 septembre 1915, dans la 6^e année de son âge. Les obsèques auront lieu aujourd'hui, jeudi, à 3 heures du soir, 79, rue de Rome.

